

RAPPORT DE LA PRÉSIDENTENCE DU COMITÉ DES ORGANISMES COPARRAINANTS (COC)

Autres documents relatifs à ce point de l'ordre du jour : aucun

Action requise lors de cette réunion - le Conseil de Coordination du Programme :

Prend note du rapport du Comité des organismes coparrainants (COC).

Implications financières pour la mise en œuvre des décisions : aucune

RAPPORT DE LA PRÉSIDENTE DU COMITÉ DES ORGANISMES COPARRAINANTS À LA 44^e RÉUNION DU CCP PRÉSENTÉ PAR LA DR NATALIA KANEM, DIRECTRICE GÉNÉRALE DU FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION

**Monsieur le président,
Madame la Directrice exécutive par intérim,
Distingués Délégués,
Chers collègues,**

1. J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des coparrainants en tant que présidente du Comité des organismes coparrainants (COC). Je souhaite tout d'abord remercier les collègues de toutes les organisations du programme commun pour leur dévouement continu et leurs contributions à l'élimination du sida en tant que menace à la santé publique d'ici 2030 ou avant.
2. Le rapport du Secrétaire général sur le VIH / sida, examiné par l'Assemblée générale le 3 juin, nous rappelle des progrès remarquables. Depuis 2001, les nouvelles infections chez les adultes ont diminué de 19 % et près de la moitié chez les enfants. Plus de 21 millions de personnes dans le monde recevaient un traitement antirétroviral, des ARV, à la fin de 2017. Dans le même temps, une forte baisse de la stigmatisation liée au VIH a été observée dans plusieurs pays.
3. Pourtant, ne nous faisons pas d'illusions. De grands défis restent à relever.
 - 940 000 décès évitables sont encore beaucoup trop nombreux.
 - L'épidémie se propage dans 50 pays.
 - 41 % des personnes vivant avec le VIH ignorent leur statut ou n'ont pas accès aux ARV.
 - 47 % des nouvelles infections concernent des populations clés et leurs partenaires sexuels.
 - Dans le même temps, des lois et des politiques pénalisant les relations entre personnes du même sexe existent toujours dans plus de 68 pays et le commerce du sexe est érigé en infraction pénale dans plus de 116 pays.
 - Les connaissances en matière de prévention du VIH chez les jeunes sont restées stagnantes au cours des 20 dernières années.
4. La maladie continue d'avoir une incidence disproportionnée sur les adolescentes et les jeunes femmes, qui représentent une infection à VIH sur quatre en Afrique subsaharienne, alors qu'elles ne représentent que 10 % de la population. Le sida reste l'une des principales causes de décès chez les femmes en âge de procréer. L'inégalité des sexes et les normes sexospécifiques en vigueur continuent de limiter la capacité des femmes et des filles à prévenir le VIH et à en atténuer les conséquences. Nous devons relever ces défis de manière durable, en tenant compte de l'évolution du paysage du financement et en tirant parti des ouvertures émergentes qu'offre le Programme de développement durable à l'horizon 2030.
5. Nous saluons le Groupe africain qui, le 3 juin, à l'Assemblée générale, a appelé tous les pays à « mettre en œuvre le partenariat mondial pour l'action visant à éliminer la stigmatisation et la discrimination liées au VIH ».
6. Permettez-moi maintenant de susciter une réflexion sur les points saillants de nos travaux visant à soutenir les pays pour l'atteinte des objectifs de développement durable.

7. Les adolescents et les jeunes ont droit aux connaissances nécessaires pour protéger leur santé. Une éducation sexuelle complète jette les bases de leur bien-être et aide à créer des communautés saines. Comme Angelina, une adolescente de mon pays d'origine, le Panama, l'a déclaré :
« Cette connaissance nous sert, et bien d'autres également. Le pays a besoin de cette éducation ».
8. Le FNUAP, par exemple, a récemment achevé une évaluation approfondie des avantages de l'éducation sexuelle complète en Amérique latine au cours des cinq dernières années. L'un des formateurs de formateurs en éducation sexuelle complète a déclaré que le processus l'avait,
« aidé à grandir en tant que personne et en tant que professionnel et à mieux comprendre les adolescents. Nous mettons l'accent sur le fait de ne pas juger, d'éviter les préjugés, de ne pas choisir et d'écouter les jeunes, en leur offrant une gamme d'options pour qu'ils puissent décider par eux-mêmes ».
9. Afin de soutenir la mise en place d'une éducation sexuelle complète de qualité en Afrique subsaharienne, l'UNESCO a lancé son programme « Nos droits, nos vies, notre avenir ». Sur cinq ans, ce programme atteindra 20 millions d'apprenants et aidera plus de 400 000 enseignants à renforcer leur capacité à enseigner l'éducation sexuelle complète. Un résultat escompté clé est l'augmentation des connaissances sur le VIH et la santé et droits sexuels et reproductifs, ainsi qu'une réduction de la stigmatisation et de la discrimination à l'égard des jeunes vivant avec le VIH et les jeunes des populations clés.
10. Nous savons qu'en poursuivant leur scolarisation, beaucoup de jeunes réduisent leur exposition aux comportements à haut risque pouvant conduire à contracter le VIH. Pour augmenter la rétention scolaire et améliorer les résultats en matière d'éducation et de santé, le Programme alimentaire mondial fournit des repas scolaires à des millions d'enfants dans le monde entier. Ces programmes peuvent être adaptés aux groupes d'enfants les plus vulnérables et peuvent servir à fournir des services supplémentaires de prévention et de traitement du VIH dans les pays à forte prévalence du VIH. En 2018, plus d'un million d'enfants au Malawi ont reçu des repas.
11. La Banque mondiale finance des projets de prévention et les intègre dans ses opérations de prêt en matière de santé sexuelle et reproductive. Par exemple, en Zambie, à la fin de 2018, près de 50 000 femmes et filles de ménages extrêmement pauvres avaient bénéficié de telles initiatives, notamment au moyen de transferts d'argent conditionnels. Cette initiative a facilité la rétention ou le début de la scolarisation de plus de 16 000 filles.
12. Toucher les jeunes non scolarisés est également essentiel. L'UNICEF a contribué à l'amélioration des programmes offrant une gamme de services de qualité répondant aux besoins divers des adolescents dans le monde. Il s'agit entre autres, des clubs d'adolescents qui font la promotion du bien-être en Iran ; des services de santé intégrés tenant compte du genre et adaptés aux adolescents en Indonésie ; des mécanismes intégrés d'appui financier et de protection sociale en Tanzanie (Integrated Cash Plus Care and Social Protection) ; des unités de santé mobiles au Brésil; et des campagnes multimédias au Nigeria, telles que #iSabiHIV.
13. Le PNUD fait progresser l'inclusion des minorités sexuelles et de genre et favorise leur accès aux services de santé et de lutte contre le VIH. Les programmes régionaux « Being LGBTI » permettent de mieux comprendre les problèmes auxquels sont

confrontées les personnes LGBTI et contribuent à faire en sorte qu'elles soient davantage intégrées aux efforts de développement nationaux. Grâce à la collaboration Sud-Sud au sein des régions et entre régions, 53 pays ont reçu un soutien pour le lancement de « Being LGBTI » et d'autres initiatives connexes.

14. L'OMS et le N continuent de collaborer pour veiller à ce que les préservatifs soient considérés comme des outils essentiels de prévention du VIH. Nous collaborons avec des partenaires de la Coalition pour la prévention afin de nous assurer que des préservatifs sont disponibles aux côtés d'autres interventions de prévention, notamment : la prophylaxie pré-exposition (PrEP) et la circoncision médicale masculine volontaire.
15. En fin de compte, nous devons examiner comment les programmes peuvent apporter des changements positifs dans la vie des personnes.
16. L'OIT met en œuvre des programmes de transformation pour les populations LGBTI de la région Asie. Après une année de participation à un cours de formation sur l'entrepreneuriat et le développement économique axé sur les LGBTI, Sethya, une personne transgenre âgée de 44 ans en Indonésie, a déclaré :
« Je n'avais jamais imaginé que je pouvais avoir ma propre maison. Je pensais que je ne pouvais pas m'en payer une. Pourtant, en gérant mieux mes finances, j'ai compris que j'avais un revenu suffisant pour contracter un emprunt hypothécaire et acheter une maison ».
17. Donner les moyens et équiper les populations transgenres souvent marginalisées avec les bons outils accroît leur autonomie économique, réduit leur vulnérabilité au VIH et leur permet de mener une vie productive et digne, le type de vie que toute personne aspire à vivre.
18. L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) renforce les capacités des consommateurs de drogues injectables, en déployant l'outil de mise en œuvre I-DUIT et en diffusant des directives sur les services de réduction des risques tenant compte des sexospécificités. Les efforts de cet organe ont permis d'améliorer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des services liés au VIH dans 16 pays et ont touché plus de 50 000 femmes. L'UNODC améliore l'accès aux services de prise en charge contre le VIH et de la tuberculose dans les prisons et a atteint près de 40 000 prisonniers en Égypte, au Maroc et en Tunisie.
19. Le Haut-commissariat aux réfugiés (HCR) et l'UNFPA s'emploient à répondre aux besoins des prostituées en matière de santé et de respect des droits de l'homme. À Cox's Bazar, au Bangladesh, les personnes peuvent être stigmatisés à plusieurs niveaux - en tant que femmes, professionnelles des services sexuels, réfugiées et personnes vivant avec le VIH. En 2018, le nombre de centres d'accueil a doublé, passant de deux à quatre. Les centres fournissent des informations, des préservatifs et une formation aux techniques de négociation, une orientation vers des services de santé et de protection et un soutien de proximité. Au cours des quatre premiers mois de 2019, 700 professionnelles des services sexuels ont été sensibilisées, élargissant considérablement l'accès à la prévention du VIH et à d'autres services dans un environnement très difficile. Une femme, Rozina, nous a raconté son expérience :
« Le centre d'accueil Light House est vraiment un endroit sûr pour une professionnelle des services sexuels où nous pouvons recevoir des services avec honneur, respect et sourire. Light House m'a montré un nouveau mode de vie, une vie d'espoir et de dignité ».

20. L'autonomisation économique des femmes est essentielle pour réduire les risques d'infection par le VIH et atténuer ses conséquences. ONU Femmes a encouragé l'accès des jeunes femmes à l'autonomisation économique et au développement des compétences, notamment pour le traitement, les soins et le soutien contre le VIH dans neuf pays. En Ouganda, les jeunes femmes, notamment celles vivant avec le VIH, ont approfondi leurs connaissances et leurs compétences sur les aspects financiers et techniques du démarrage d'une petite entreprise. Elles ont bénéficié des conseils sur la prévention du VIH et ont été redirigées vers des services de prévention, de soins et de soutien.
21. Dans le souci de la durabilité et de l'efficacité, l'OMS et l'UNFPA ont conjointement lancé un appel à l'action avec 35 organisations diverses afin d'atteindre la couverture sanitaire universelle en établissant un lien entre la santé et les droits sexuels et reproductifs et les interventions relatives au VIH. L'appel exhorte la communauté mondiale à prendre dix (10) mesures urgentes pour faire progresser à la fois la santé et les droits sexuels et reproductifs, ainsi que la prévention, le dépistage, le traitement et les soins du VIH.
22. J'aimerais également noter que plusieurs coparrainants continuent d'aider le Pakistan à réagir à une épidémie de VIH à Larkana, qui a touché plus de 800 personnes. Plus de 80 % des nouveaux cas concernent des enfants de moins de 15 ans. L'OMS continue de mener l'enquête sur l'épidémie et le Secrétariat de l'ONUSIDA, l'UNICEF et l'UNFPA appuient activement l'intervention sur le terrain.
23. Ce ne sont là que quelques exemples d'interventions des coparrainants. Des résultats plus détaillés sont disponibles dans les rapports du cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF) et sur le portail de l'ONUSIDA pour la transparence. Ces exemples illustrent la portée et la valeur de l'approche multisectorielle du Programme commun, en montrant comment le travail de nos organisations réussit grâce au partenariat entre elles, aux donateurs, aux gouvernements, à la société civile et aux communautés.
24. Monsieur le président, nous célébrons cette année le cinquantième anniversaire de l'UNFPA et le 25^e anniversaire de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD), dont la vision est celle d'un monde où la santé et les droits en matière de procréation, l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes ouvrent la voie au développement durable.
25. Les progrès réalisés depuis la Conférence du Caire sur la population et le développement en 1994 ont été remarquables. Pour ne citer qu'un exemple, nous avons réduit de moitié la proportion de femmes décédant pendant la grossesse ou l'accouchement dans les pays les moins avancés. Cependant, il reste encore beaucoup à faire et le chemin à parcourir est encore long. Le Sommet de Nairobi sur le 25^e anniversaire de la Conférence internationale sur la population et le développement, qui se tiendra du 12 au 14 novembre, réunira des milliers de parties prenantes du monde entier ayant un objectif commun et un engagement exprimé à mettre pleinement en œuvre le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) et à concrétiser sa vision. Nous vous invitons à nous rejoindre.
26. En complément des trois zéros de la stratégie de l'ONUSIDA, l'UNFPA vise à atteindre trois zéros d'ici 2030:
 - zéro besoin non satisfait en contraception moderne ;
 - zéro décès maternel évitable ; et

- zéro violence sexiste et pratiques néfastes, telles que le mariage d'enfants et la mutilation génitale féminine.
27. Tous reposent sur une plate-forme de données de haute qualité permettant de cerner les besoins des plus marginalisés afin que personne ne soit laissée pour compte.
 28. Ces zéros seront d'un très grand apport. Une action collective pour les concrétiser est essentielle pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD).
 29. Cela signifie que la santé et droits sexuels et reproductifs (SDSR) doit être une composante intégrée de la couverture santé universelle (CSU), à la base de toutes les activités de prévention et de soins de santé primaires. Cela signifie apprendre des bonnes pratiques en matière de VIH, notamment en matière de données et de chiffrage. Cela signifie faire la bonne intervention au bon endroit et au bon moment. Cela signifie un établissement de programmes communs dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'accès à la justice, des services sociaux, de la promotion de l'égalité des sexes, de l'intégration des jeunes et de l'élimination de la violence sexiste. Cela signifie éviter que des personnes soient négligées, et pire encore, laissées pour compte. L'inclusion des populations clés et marginales, et la stimulation de la participation de la société civile, des communautés et des jeunes est cruciale.
 30. Incarnant le dicton « Penser mondialement, agir localement », le 25^e anniversaire de la Conférence internationale sur la population et le développement se penchera sur la décentralisation de la gouvernance en vertu de laquelle les acteurs locaux disposent de plus en plus de budgets de fonctionnement et de pouvoirs et peuvent planifier des approches multisectorielles efficaces qui fonctionnent pour leurs communautés.
 31. J'espère donc que vous pourrez nous rejoindre à Nairobi pour amplifier cette sensibilisation. Plus important encore, préparez des engagements concrets tant politiques que financiers et aidez à les transformer en actions sur le terrain.
 32. Permettez-moi de conclure par quelques réflexions sur les prochaines étapes du programme commun. Lors de notre récente réunion du Comité des organisations coparrainantes (COC), nous avons discuté des interventions en matière de couverture santé universelle et de santé numérique, soulignant un certain nombre d'ouvertures et de défis pour la prévention et le traitement du VIH. Ce sont, la possibilité d'une plus grande efficacité et d'une meilleure prestation plus rapprochée du patient ou de la personne, associées à une mise en garde sur la préservation du droit à la vie privée, notamment des données personnelles.
 33. Le Comité des organisations coparrainantes a également salué les contributions extraordinaires du Dr Michel Sidibé à la riposte au sida et lui a souhaité beaucoup de succès dans ses nouvelles fonctions de ministre de la Santé et des Services sociaux du Mali.
 34. Le programme commun se situe dans un paysage en mutation, puisqu'il inscrit sa contribution et sa place dans la réforme plus vaste des Nations Unies et attend avec impatience la nomination du prochain Directeur exécutif doté d'une vision et de la capacité de donner un profil davantage stratégique au programme commun. En tant que Comité des organisations coparrainantes, nous travaillons à assurer une transition en douceur. L'évolution du programme commun sera clarifiée au moment où nous entamons les préparatifs de la prochaine stratégie de l'ONUSIDA, l'une des tâches les plus importantes du nouveau Directeur exécutif.

35. En naviguant entre ODD, CSU et réforme de l'ONU, nous devons reconnaître que la programmation verticale et la programmation intégrée du VIH ne s'excluent pas mutuellement. Les deux ont leur place et peuvent se renforcer mutuellement. Le contexte a considérablement changé depuis la rédaction des résolutions initiales de l'ECOSOC créant le programme commun. Il sera nécessaire de s'adapter aux nouvelles réalités tout en maximisant la valeur ajoutée de l'ONUSIDA.
36. En ce qui concerne la réforme des Nations Unies, nous devons accepter la nouvelle réalité des cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF), anciennement, Plan cadre des Nations unies pour le développement (PNUAD). Ceux-ci mettent l'accent sur les principes d'égalité des sexes et de droits de l'homme, sans laissés pour compte, et sur la force de la famille des Nations Unies réunie. L'ONUSIDA, en tant que programme commun, a beaucoup à apporter. La réforme de l'ONU insiste également sur la nécessité d'approches différenciées, la bonne intervention, le bon endroit, au bon moment. Et le programme commun a été cité à juste titre comme un bon exemple au sein du système des Nations Unies.
37. Pourtant, ce n'est pas le moment de faire preuve de complaisance. Les bonnes pratiques consistent également en la capacité d'adaptation et de croissance. Comme dans toute famille, les membres ont des personnalités et des approches différentes, le changement étant la seule constante. Nous sommes déterminés à faire en sorte que tout changement profite à ceux que nous servons.
38. Merci à tous les membres et observateurs du Conseil de coordination du programme pour votre soutien et vos conseils permanents.

[Fin du document]